

RSC-BILAN SOCIAL : ENCORE UN MAUVAIS CRU !

Août 2020

Les présentations du Rapport de Situation Comparée et du bilan social de La Poste pour 2019 se sont faites dans un contexte de crise sanitaire et sociale. Celle-ci est un véritable accélérateur des choix stratégiques de la direction... et de leurs conséquences pour le personnel ! Une fois de plus les chiffres ne font que confirmer ce que Sud dénonce régulièrement : des suppressions d'emplois massives, la dégradation des conditions de travail, des organisations du travail pathogènes et toujours de nombreuses inégalités... À l'aube du nouveau plan stratégique et des réorgs géantes en cours, où en est-on ?

Toujours moins de postier-es...

En un an, 8860 emplois ont été supprimés (- 4,19 %). En l'espace de 4 ans, les effectifs ont fondu de près de 10 %, avec la destruction de 21 000 emplois. Sans surprise, ce sont les personnels d'exécution les plus percutés par ces coupes drastiques. Si aucune branche n'est épargnée, le Réseau et les Centres Financiers sont les plus touchés, avec respectivement - 16,22 % et - 20,81 % en 3 ans. 2019 est aussi marquée par une baisse du nombre de CDD et d'Intérimaires.

On pourrait se féliciter d'une baisse des contrats précaires... si les chiffres de l'embauche n'étaient pas eux aussi en chute libre ! Malgré cela, la direction arrive toujours à se glorifier du volume d'embauche, qu'elle qualifie d'important (près de 7800 embauches en CDI), tout en concédant qu'il est en baisse... Nous sommes loin de partager leur enthousiasme !

... et toujours plus de départs !

Entre retraites, démissions, licenciements, ce sont 12 650 départs, soit + 6,4 % par rapport à 2018. Certes, la pyramide des âges en justifie une partie, mais c'est loin d'être la seule raison ! Les démissions et ruptures conventionnelles explosent : + 25 % en un an. Idem pour les départs en période d'essai (+ 16 %) ainsi que les licenciements et révocations (+ 65 %), démontrant le climat social tendu dans l'entreprise !

Ces départs, volontaires comme contraints, s'inscrivent dans une stratégie globale : toujours plus de pressions managériales qui poussent à la faute, des organisations qui n'ont plus de sens, des rythmes et conditions de travail insupportables ! Le turnover s'accroît, les départs pendant les périodes d'essais se multiplient. Autant de symptômes d'une crise sociale interne qui s'amplifie.

Des conditions de travail délétères

Les constats sur l'emploi nous amènent naturellement à faire le lien avec les conditions de travail. Pour preuve, l'absentéisme est en perpétuelle augmentation : 32 jours d'absence par an et par agent ! Jamais à court d'arguments, la direction de La Poste se réfugie derrière les chiffres de l'absentéisme en hausse générale dans le monde du travail. Mais oublie pourtant de préciser que la moyenne globale est de 18 jours par an !

Les accidents de trajet explosent et le taux des accidents du travail, qui sont de plus en plus graves, repart à la hausse, atteignant 28.96 chez les femmes et 20.08 chez les hommes. La Poste explique les 8.8 points d'écart par les incivilités dont les femmes sont plus souvent victimes et une hausse de 9.8 % des accidents de manutention car il n'y a eu aucune anticipation de l'arrivée des colis dans le circuit de distribution du courrier, les équipements ne sont pas adaptés, quand ils ne sont pas défectueux !

Là encore, il est clair qu'il s'agit de conséquences de la politique des directions, lancées dans une course effrénée aux profits, qui se soucient peu des kilomètres faits par les collègues en fermant des sites, au mépris du service public postal !

Et en plus, ça ne paye pas...

Pour tenter de masquer la misère des salaires, la direction a pris le parti de modifier la présentation de ses chiffres, exprimant désormais les rémunérations en brute, plutôt qu'en nette ! Mais ça ne change pas le fond du problème...

Fédération des activités postales et de télécommunications

25/27 rue des envièrges 75020 Paris
tel 01 44 62 12 00 fax 01 44 62 12 34
sudptt@sudptt.fr www.sudptt.org

Sud PTT



Près de 50 % des postier-es gagnent toujours moins de 1800 € par mois ! Et pourtant, plus de la moitié d'entre eux-elles ont plus de 20 ans d'ancienneté dans l'entreprise ! C'est le triste reflet de plusieurs années de négociations salariales au rabais, avec un cru 2020 encore plus désastreux. La direction n'a pas réussi à convaincre le moindre syndicat et se retrouve donc sans signataire pour son accord. Ce qui l'a obligé à assumer seule cette fois la minuscule augmentation de 0,40 % pour les salarié-es ! On est désormais au-delà du ridicule, c'est clairement du mépris ! Surtout

quand on sait que le Top 10 des plus fortes rémunérations se partage la bagatelle de 5 millions d'euros ! Avec en prime une augmentation de 11,68 % en 3 ans. Il n'y aurait pas comme un léger problème de partage des richesses ?

Cette politique va-t-elle continuer encore longtemps ?

Les années passent et se ressemblent. Toujours moins d'emplois, des conditions de travail au mépris de la santé des postier-es malades, des rémunérations qui stagnent... Quand les dirigeants

se gavent sans complexe du fruit du travail des postier-es. La crise Covid ne semble pas entraîner de remise en question... Pire, elle fait émerger et accélère des projets de restructurations toujours plus néfastes : suppressions d'emplois, détricotage du maillage des bureaux de poste, remise en cause de la distribution du courrier 6 jours sur 7 et de la notion de titulaire de quartier, toujours plus de pression commerciale... Pourtant la période a démontré qu'il est urgent de renforcer et créer un service public postal et bancaire.

Egalité femmes/hommes : Les postières attendent toujours des avancées !

Le Rapport de Situation Comparé est censé identifier les inégalités femmes/hommes dans l'entreprise, mais surtout permettre de mettre des actions en place pour les corriger.

Mais comme souvent, c'est surtout l'occasion pour la direction de se féliciter, fière de ses résultats... Et pourtant, on est encore très loin du compte sur les questions d'égalité. Quant aux actions correctrices, elles sont très discrètes !

Les postières attendent des mesures concrètes, et vite !

LES PERLES DU COVID

La période de confinement aura été source d'inspiration pour nos chers patrons. Et comme à Sud le partage est fondamental, on vous livre ici leurs pensées, très spirituelles, en temps de crise !

Lors d'une des rare rencontre avec les représentant-es du personnel, le PDG Philippe Wahl s'est exprimé sur les formidables opportunités qu'offre la crise... avant de quitter prématurément la réunion pour négocier de nouveaux contrats. Pendant ce temps là, de leur côté, les postier-es s'exposaient quasi sans protection au virus !

À la suite d'une interpellation de SUD PTT sur le manque de mesures préventives au Réseau et à la Banque Postale, une belle réponse de la DRH de ces deux directions est arrivée et un passage nous a particulièrement émus :

"Il peut y avoir ici ou là des difficultés temporaires liées notamment à des problèmes d'acheminement, mais celles-ci se résolvent dès qu'elles apparaissent grâce à la très forte mobilisation des encadrants. C'est cette mobilisation qui permet de résoudre les difficultés lorsqu'elles apparaissent".

Interpellée par Sud sur les pressions commerciales exercées sur les personnels du Réseau et de la Banque, la DRH Groupe Valérie Decaux répond "Je suis étonnée, je n'imagine pas que ça puisse être possible !"

Sur les notions de missions essentielles de service public durant le confinement, notamment au colis, Sud a également interpellé la DRH Groupe, qui nous a fait une réponse surprenante : "C'est la liberté de chacun, y compris de commander une paire de jeans. Sinon on ne serait pas en démocratie." Dans le même registre, mais au Réseau cette fois : "il est difficile de limiter les opérations, les gens ont besoin de tout. Si les gens veulent acheter une box internet, on leur vend".

Business is business...

Lutter contre les stéréotypes, à La Poste aussi !

La question de l'emploi est centrale, en particulier quand la direction en supprime plusieurs milliers chaque année. Ce qu'on sait moins, c'est que ce sont les métiers les plus féminisés qui sont le plus impactés. Premier constat : la part des femmes chez les salarié-es de moins de 35 ans est nettement inférieure à celle des hommes. En effet, les postières ne représentent que 47,24 % de cette tranche, contre 57,39 % de l'effectif total. Il est clair que ce sont les effets de stéréotypes liés à la parentalité.

Pour de nombreux managers, embaucher une femme jeune serait prendre le « risque » qu'elle décide d'avoir des enfants, impliquant congés maternité, temps partiel, arrêt garde d'enfants... au détriment de la productivité ! Donc, rien d'étonnant à constater que la moyenne d'âge des femmes augmente beaucoup plus vite que celle des hommes. Interpellée par Sud sur le sujet, la direction manque clairement d'arguments... Sur les embauches, elle préfère jouer l'omerta, ne communiquant aucune donnée genrée.

Ce qui confirmerait très certainement notre analyse, mais surtout permettrait de mener de vraies actions en matière d'égalité, dès l'entrée dans l'entreprise !

Les directions, des élèves passables... voire très mauvais !

La direction du Colis décroche une nouvelle fois, et haut la main, le bonnet d'âne de l'égalité, ne parvenant même pas à atteindre 30 % de femmes dans ses effectifs !

Et ce chiffre stagne depuis des années, sans qu'il ne soit envisagé d'actions. Les métiers du colis seraient-ils des métiers masculins ? En tout cas, il semble que ce soit l'avis de La Poste qui n'agit pas pour corriger cette tendance ! Au Courrier, la part de femmes progresse... mais lentement. À ce rythme, il faudra de nombreuses années pour parvenir à l'égalité, en particulier chez les cadres et cadres sup. Pourtant il doit être possible d'inverser la tendance, à en juger par la hausse significative de la part de femmes dans les services supports, y compris chez les cadres et cadres supérieurs.

Sur le papier, la direction du Réseau est la plus exemplaire avec le plus fort taux de femmes parmi les cadres sup, 51 %. Mais cette direction reproduit tous les stéréotypes, puisque plus le niveau de fonction est élevé, moins il y a de femmes ! En effet, elles sont 72 % en classe II et 63 % en classe III, pour un taux, tous grades confondus, de 66 % sur la branche. Un vrai cas d'école ! Quant aux Centres Financiers, ils décrochent haut la main la palme de l'inégalité. On compte 62 % de femmes dans cette branche 71 % en classe I et II, 61 % en classe III... et seulement 37 % chez les cadres sup !

Les chiffres sont consternants, mais pas autant que les arguments de la direction qui se réfugie derrière la moyenne d'âge pour justifier leur pérennité. Il ne faudra donc pas compter sur elle pour pulvériser le plafond de verre !

Charge mentale, késako ?
La charge mentale, comme le définit la chercheuse Nicole Brais est "ce travail de gestion, d'organisation et de planification qui est à la fois intangible, incontournable et constant, et qui a pour objectifs la satisfaction des besoins de chacun et la bonne marche de la résidence." Génératrice de stress, cette charge concerne surtout les femmes qui, en plus de leur emploi, s'assurent que tout tourne correctement. Pour celles et ceux qui veulent en savoir plus, nous vous conseillons l'excellente BD de la dessinatrice Emma : "Fallait demander"

Les postières, premières concernées par des conditions de travail dégradées

Depuis plusieurs années, les licenciements pour inaptitudes explosent, en particulier chez les femmes, conséquence de l'augmentation des accidents du travail et de trajets. Cela n'a malheureusement rien de surprenant quand on sait qu'elles subissent la désorganisation des services, des conditions de travail toujours plus précaires en plus d'une charge mentale souvent déjà très lourde. Les chiffres des temps partiels ne sont pas d'une grande clarté, mélangeant allégrement ceux de droit, choisis, TPAS... mais aussi les thérapeutiques qui eux sont subis ! On note une baisse du nombre de temps partiels.

On l'explique assez facilement par la difficulté à faire respecter les périodes de TP et le refus de les positionner pendant les vacances notamment. Du coup, de nombreux agents y renoncent finalement, particulièrement les femmes. Il faut dire aussi que certains managers mettent toujours autant d'énergie à dissuader les postières, en rendant la conciliation avec les attendus, cadences, rythmes imposés et objectifs à tenir impossibles !



Violences faites aux femmes au travail, l'omerta encore !

La question des violences dont les femmes sont victimes au travail est toujours la grande absente du Rapport de Situation Comparée. La direction refuse toujours d'y inscrire le nombre de protocoles de harcèlements, sexuels et moraux, ouverts et aboutis ainsi que le nombre de saisines pour des agressions sexuelles, viols et tentatives de viols. Ici aussi les mesures concrètes peinent à voir le jour. Pourtant la violence systémique dont les femmes sont victimes ne s'arrête pas aux portes de nos services !

Pour Sud PTT, la lutte contre le sexisme et les violences faites aux femmes est une priorité. C'est pourquoi nous continuons à écouter, accompagner, soutenir les victimes. Nous continuons à exiger de la direction un message clair : l'impunité des agresseurs sexuels doit être bannie de l'entreprise !

Nous, 2020 :



Emma.

Il suffira d'une crise...

Bien sûr, il est encore tôt pour mesurer les réels impacts de la catastrophe sanitaire que nous traversons. Mais il n'est pas nécessaire d'être médium pour en dessiner les premiers contours, en particulier pour les femmes. Les postières, comme nombre d'autres travailleuses, ont été particulièrement exposées durant le confinement. En temps normal, de nombreuses femmes, vivent déjà la double journée. Durant cette période, la charge s'est fortement alourdie davantage de devoirs, de garde d'enfants, de courses, de repas, de ménage... le tout avec la peur de tomber malade et de contaminer ses proches, ou en télétravaillant ! Car bien sûr, nos chers managers n'auront jamais relâché la pression, usant parfois de menaces, pour que chacune revienne le plus vite possible dans les services ou opte pour un télétravail au rabais, sans indemnité, mais avec matériel personnel et enfants sur les genoux !

Il faut inverser la tendance en agissant au quotidien et en étant uni-es et solidaires !

A La Poste comme ailleurs, la crise sanitaire ne doit pas servir de nouveau prétexte à toujours plus de casse de nos emplois, de nos conditions de travail et du service public.

Après la claque des municipales, Macron a opéré un replâtrage ministériel qui sur le fond ne change évidemment rien. C'est la même politique qui continue. Pour preuve, la réforme des retraites et celle de l'assurance chômage sont prévues pour 2021. Alors que l'épisode pandémique n'est pas terminé, on voit ce que valent les beaux discours tenus en mars. Il est donc urgent de ne pas attendre pour se mobiliser, d'autant plus qu'à l'image du gouvernement, nos patrons avancent aussi à marche forcée.

NE LAISSONS PAS LES DIRECTIONS ET LE GOUVERNEMENT DÉCIDER SEULS DE NOTRE AVENIR. PRÉPARONS DÈS À PRÉSENT LA RENTRÉE SOCIALE.

Sud PTT revendique :

- Plus d'emplois pérennes pour de meilleures conditions de travail ;
- Des actions contre le sexisme et les stéréotypes ;
- Un plan d'action contre les violences faites aux femmes au travail ;
- Un juste partage des richesses.

**TOUTES ET TOUS EN GRÈVE ET DANS LA RUE LE 17
SEPTEMBRE**